

# Une médecine sociale dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, à Paris

Paris 20<sup>e</sup>, métro Pyrénées. Dans ce quartier populaire se niche un havre de soins : la maison de santé Pyrénées-Belleville. En ce matin de février, six personnes patientent dans la salle d'attente. « L'après-midi, la salle d'attente est bondée car nous consultons sans rendez-vous », précise le docteur Mady Denantes, médecin généraliste. En septembre 2013, elle a cofondé cette structure regroupant cinq généralistes et cinq infirmières, tous libéraux, qui consultent en journée sur place ou à domicile. A partir de 19 heures, une permanence de soins infirmiers est assurée.

Cette maison de santé est née de la rencontre, en 2011, du docteur Denantes et d'Isabelle Guéguen, infirmière. « J'avais un cabinet d'infirmière et je travaillais dans un foyer des Petits Frères des pauvres. Mais j'avais du mal à trouver des médecins qui s'engagent dans la prise en charge des SDF, qui souffrent d'énormes problèmes de santé », se souvient la jeune femme.

Cette médecine sociale attirait déjà Mady Denantes : « Prodiguer des soins à tous, y compris aux plus précaires, cela fait partie de notre mission. Mais avec certains patients très fragiles, nous avons le sentiment d'être en échec total. » Très vite,

un petit groupe se fédère autour d'eux pour monter ce projet commun. « Le "génie" de la maison de santé, c'est qu'au fil de nos échanges quotidiens informels nous sommes bien plus réactifs dans les prises en charge », explique Isabelle Guéguen. « Les parcours de soins sont fluidifiés, le partage des tâches nous soulage mutuellement », ajoute Mady Denantes.

Démonstration avec une série d'échanges qui s'engage entre Isabelle Guéguen et le docteur Denantes. Les répliques s'enchaînent : autant d'informations cueillies au vol sur les parcours de vie et de santé des patients. Par exemple, cet homme de 65 ans, fumeur. Il était venu sans rendez-vous consulter le docteur Denantes pour un mal de dos : il avait travaillé plus de vingt ans comme « fort des Halles » (manutentionnaire qui transportait les quartiers de viande). « Ce n'est qu'en partant qu'il m'a avoué avoir mal aux jambes en marchant : c'est un signe d'atteinte des artères des jambes – et du cœur ! Or je n'avais pas pensé à lui demander s'il avait vu un cardiologue. » Les compétences d'une infirmière sont ici précieuses : « J'ai passé une heure avec lui pour ses pansements d'ulcère, et surtout pour faire le point sur ses modes de vie, prioriser ses besoins, l'inciter à voir un cardiologue », raconte Isabelle Guéguen.

Vivant seul, bénéficiant d'une petite retraite, cet homme n'avait pas de mutuelle – ni droit à la couverture maladie universelle (CMU). L'équipe l'épaulera dans ses démarches auprès de l'Assurance-maladie. Il vivait dans un hôtel insalubre : elle l'aidera à changer d'hébergement. Finalement, ce patient ira consulter un cardiologue de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (AP-HP, Paris) ; il sera opéré et traité pour ses problèmes.

## Batailler pour le tiers payant

Autre cas épineux : comment maintenir à domicile ce couple de personnes âgées « en immense fragilité », lui aveugle, elle atteinte d'insuffisance cardiaque ? Elle perd un peu la tête et oublie, le soir, de prendre son traitement anticoagulant : un AVK, dont le maniement est délicat. « Nous passons chaque semaine faire son pilulier, surveiller sa tension, sa fréquence cardiaque, son poids », raconte l'infirmière. « Nous avons trouvé un compromis : elle prend son anticoagulant le matin, avec ses autres traitements. »

C'est encore le cas de Marcel, 69 ans, souffrant d'une maladie d'Alzheimer débutante. « Très lucide, il était terrifié », dit Mady Denantes. Vivant seul, sans enfants, ce monsieur a choisi deux amis comme curateurs : la maison de santé l'a aidé dans cette

démarche. « En allant tous les matins à son domicile, nous avons vu qu'il souffrait de dépression », indique l'infirmière. « Nous avons vite arrêté son anti-Alzheimer et entrepris un anti-dépresseur, enchaîne le médecin, et nous cherchons à le convaincre de voir un psy. » Mieux, en discutant avec le réseau Alzheimer, l'équipe découvre que Marcel aime peindre. « Nous l'avons persuadé de s'inscrire au centre socio-culturel en face de chez lui. Il y peint tous les mardis. »

Lutter contre les inégalités sociales de santé et faciliter l'accès aux soins, en bataillant pour le tiers payant, sont les priorités du lieu. Pour financer les temps de coordination, très chronophages, la maison de santé reçoit des subventions de l'Assurance-maladie, dans le cadre des « nouveaux modes de rémunération ». Elle s'enrichit aussi des compétences d'autres professionnels hors les murs : un pharmacien, deux kinés, deux orthophonistes, un médecin chercheur, un centre social... sans compter le réseau de spécialistes qui acceptent de prendre ces patients en secteur 1. « C'est une belle médecine », clame toute l'équipe d'une même voix passionnée. « Cette maison n'a de sens que par le collectif », conclut sa coordinatrice, Marie Bazille. ■

FL. R.

